

De l'unité historique des Russes et des Ukrainiens

 lalettrepatriote.com/de-lunite-historique-des-russes-et-des-ukrainiens/

March 4, 2022

Vladimir Poutine

NDLR : Nous publions ici un essai du président russe, publié en premier le 12 juillet 2021 sur le site du gouvernement russe, car il permet de comprendre le point de vue de Vladimir Poutine alors qu'il a entamé l'invasion de l'Ukraine. Cette publication est à but académique, informatif, et ne représente pas l'opinion de *La Lettre Patriote*.

Évoquant récemment, au cours de la séance de questions-réponses, les relations russo-ukrainiennes, j'ai dit que les Russes et les Ukrainiens formaient un seul peuple, un tout. Ces paroles n'ont pas été prononcées dans le contexte d'une conjoncture ou de circonstances politiques actuelles. Je l'ai déclaré plus d'une fois et c'est ma conviction. Par conséquent, j'estime nécessaire d'exposer ma position et de faire part de mes évaluations de la situation actuelle.

Je veux le souligner tout de suite : le mur qui s'est dressé ces dernières années entre la Russie et l'Ukraine, entre les parties d'un espace historique et spirituel de fait partagé, je le perçois comme un grand malheur commun, comme une tragédie. Ce sont avant tout les retombées de nos propres erreurs commises à différentes périodes. Mais aussi le résultat d'activités ciblées des forces qui ont toujours cherché à saper notre unité. La formule appliquée est connue depuis des siècles: diviser pour régner. Rien de nouveau. D'où les tentatives de manipuler la question nationale, de semer la discorde entre les populations. Avec, pour objectif fondamental, de diviser, puis faire s'entrechoquer les parties d'un seul peuple.

Pour mieux comprendre le présent et jeter un coup d'œil dans l'avenir, nous devons nous tourner vers l'histoire. Il est évident que, dans le cadre d'un seul article, il est impossible de couvrir tous les événements survenus en plus mille ans. Je m'arrêterai tout de même sur des points clés dont nous devons – nous, en Russie et en Ukraine – nous souvenir.

Les Russes, les Ukrainiens et les Biélorusses sont les héritiers de l'ancienne Rus' qui a été le plus grand pays d'Europe. Sur un immense espace – du lac Ladoga, Novgorod, Pskov jusqu'à Kiev et Tchernigov – les tribus slaves et autres étaient unies par la même langue (nous l'appelons aujourd'hui le vieux russe), des liens économiques et le pouvoir des Princes des Riourikides. Et puis, par le baptême de la Russie, unie par la foi orthodoxe. Le choix spirituel de saint Vladimir, qui était à la fois prince de Novgorod et grand prince de Kiev, détermine aujourd'hui encore dans une grande mesure notre parenté.

Le trône de Kiev bénéficiait d'une position dominante dans l'ancien État russe depuis la fin du IXe siècle. La Chronique des temps passés a conservé pour les générations futures les paroles du prince Oleg le Sage au sujet de Kiev: «Qu'elle soit mère aux villes russes».

Plus tard, comme les autres États européens de l'époque, l'ancienne Rus' a été confrontée à l'affaiblissement du pouvoir central et à la fragmentation. Pourtant la noblesse comme les gens du peuple considéraient la Russie comme un espace commun, comme leur Patrie.

Après l'invasion dévastatrice de Batu Khan, lorsque de nombreuses villes dont Kiev ont été réduites en ruines, le morcellement s'est intensifié. La Rus' du nord-est est tombée sous la domination de la Horde tout en conservant une souveraineté limitée. Les terres russes du sud et de l'ouest sont essentiellement entrées dans la composition du Grand-Duché de Lituanie, qui – je tiens à attirer l'attention sur ce fait – figurait dans les documents historiques comme le Grand-Duché de Lituanie et de Russie.

Les représentants des familles princières et de boyards passaient d'un prince à l'autre dans leur service, se querellaient entre eux, mais signaient également des alliances et entretenaient des liens d'amitié. Dans la Plaine de Koulikovo, le grand prince Dimitri de Moscou a combattu aux côtés du voïvode [chef militaire, ndlr] Bobrok de Volynie et des fils du grand-duc de Lituanie Olgiard, André de Polotsk et Dmitri de Briansk. En même temps, le grand-duc de Lituanie Jagellon, fils d'une princesse de Tver, menait ses troupes en aide au Mamaï. Ce sont là les pages de notre histoire commune, le reflet de sa complexité et de sa multidimensionnalité.

Il est important de rappeler que la population des terres russes occidentales et orientales parlait la même langue. La foi était orthodoxe et jusqu'au milieu du XVe siècle l'administration ecclésiastique était unique.

Lors d'un nouveau tour du développement historique, les points d'attraction et de consolidation des territoires de l'ancienne Rus auraient pu se situer tant dans la Rus de Lituanie que dans la Rus de Moscou qui se renforçait. L'histoire a décidé que le centre de la réunification, qui a poursuivi la tradition de l'ancien État russe, devienne Moscou. Les princes de Moscou – descendants du prince Alexandre Nevski – se sont libérés du joug extérieur et ont commencé à rassembler les terres russes historiques.

Le Grand-Duché de Lituanie vivait d'autres processus. Au XIVe siècle, l'élite dirigeante de la Lituanie s'est convertie au catholicisme. Au XVIe siècle, il a signé l'union de Lublin avec le royaume de Pologne pour former la République des Deux Nations (de fait, polonaise et lituanienne). La noblesse catholique polonaise s'est vu accorder d'importants biens fonciers et privilèges sur le territoire de l'ancienne Rus. Aux termes de l'union de Brest de 1596, une partie du clergé orthodoxe russe occidental s'est soumise à l'autorité du pape. Les mœurs polonaises et romaines étaient imposées et l'orthodoxie était supplantée.

En réaction, les XVI^e et XVII^e siècles virent monter le mouvement de libération des orthodoxes du bassin du Dniepr. Les événements de l'époque de l'hetman Bogdan Khmel'nitski ont marqué un jalon : ses partisans ont tenté d'obtenir l'autonomie de la République des Deux Nations.

Dans sa demande au roi de la République des Deux Unions, en 1649, l'Armée zaporogue évoquait le respect des droits de la population orthodoxe russe et demandait que «le voïvode de Kiev soit du peuple russe et de loi grecque afin qu'il ne persécute pas les églises de Dieu». Mais la demande n'a pas été entendue.

Bogdan Khmel'nitski a donc lancé des appels à Moscou qui ont été examinés par les Zemski Sobor [Congrès de la terre russe, ndlr]. Le 1^{er} octobre 1653, cette structure représentative supérieure de l'État russe a décidé de soutenir les coreligionnaires et de les accepter sous protection. En janvier 1654, le Conseil de Pèrèïaslav a confirmé cette décision. Par la suite, les ambassadeurs de Bogdan Khmel'nitski et de Moscou se sont rendus dans des dizaines de villes, y compris Kiev, dont les habitants ont prêté serment au tsar russe. Rien de tel, d'ailleurs, ne s'était produit lors de la signature de l'union de Lublin.

Dans une lettre adressée à Moscou en 1654, Bogdan Khmel'nitski a remercié le tsar Alexeï Mikhaïlovitch pour avoir «accepté toute l'armée zaporogue et le monde orthodoxe russe sous sa main royale, forte et haute». C'est-à-dire que dans leurs messages au roi polonais et au tsar russe, les Zaporogues se qualifiaient d'orthodoxes russes.

Au cours de la longue guerre de l'État russe avec la République des Deux Unions, certains hetmans, héritiers de Bogdan Khmel'nitski, cherchaient à s'éloigner de Moscou ou d'obtenir le soutien de la Suède, de la Pologne ou de la Turquie. Mais, je le répète, cette guerre était, par essence, libératrice pour le peuple. Elle se termina en 1667 par le Traité d'Androusovo. Les résultats définitifs furent fixés dans le traité de Paix éternelle de 1686 en vertu duquel l'Etat russe obtint la ville de Kiev et les territoires couvrant la rive gauche du Dniepr, y compris Poltava et Tchernigov, ainsi que la Zaporogue. Leurs habitants se sont alors réunis avec la partie principale du peuple orthodoxe russe et la région reçut le nom de Malaya Rus' ou Malorossia [Petite Russie, ndlr].

L'appellation Ukraine était alors plus souvent utilisée dans le sens où l'ancien mot russe «okraïna» [périphérie, ndlr] se retrouve dans les sources écrites depuis le XII^e siècle, lorsqu'il était question de territoires situés à la frontière du pays. Tandis que le mot «ukrainien», à en juger d'après les documents d'archives, désignait à l'origine ceux dont le service était d'assurer la protection des frontières extérieures.

La rive droite du Dniepr, restée dans la République des Deux Nations, vit les anciens ordres restaurés et l'oppression sociale et religieuse se renforcer. La rive gauche, ces terres placées sous la protection d'un État uni, connut au contraire un développement intense. Les habitants de l'autre rive du Dniepr venaient d'ailleurs s'y installer en masse. Ils cherchaient le soutien de ceux qui parlaient la même langue et avaient la même foi.

Lors de la grande guerre du Nord contre la Suède, les habitants de la Petite Russie ne se posaient pas la question du parti à prendre. Seule une petite partie des cosaques soutint la révolte de Mazepa. Les représentants de différentes classes se considéraient comme russes et orthodoxes.

Les représentants des chefs cosaques, inclus dans la classe noble, atteignaient en Russie des sommets de carrière politique, diplomatique et militaire. Les diplômés de l'Académie Moguila de Kiev ont joué un rôle majeur dans la vie de l'Église. C'était le cas à l'époque de l'hetmanat – qui était de fait une entité autonome avec sa propre structure interne – ce qui n'a pas changé dans l'Empire russe. Ce sont les « malorusses » qui ont créé à bien des égards un grand pays commun, sa structure, sa culture et sa science. Ils participaient à la mise en valeur et au développement de l'Oural, de la Sibérie, du Caucase et de l'Extrême-Orient. D'ailleurs, à l'époque soviétique également, les originaires d'Ukraine occupaient les postes les plus importants, y compris supérieur, au sein de la direction d'un État uni. Il suffit de rappeler que, pendant presque 30 ans, le Parti communiste de l'Union soviétique a été dirigé par Nikita Khrouchtchev et Léonid Brejnev, dont les parcours politiques étaient étroitement liés à l'Ukraine.

Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, après les guerres contre l'Empire ottoman, la Russie rattacha la Crimée et les terres le long de la mer Noire, appelées Novorossia [Nouvelle Russie, ndlr]. Elles étaient peuplées par des personnes venues de toutes les régions russes. Après le partage de la République des Deux Nations, l'Empire russe se restitua les anciens territoires russes occidentaux, à l'exception de la Galicie et la Transcarpatie qui se sont retrouvées dans l'Empire d'Autriche (puis d'Autriche-Hongrie).

L'intégration des terres de la Russie occidentale dans l'espace commun n'était pas seulement le résultat de décisions politiques et diplomatiques. Elle se déroula sur la base d'une religion et de traditions culturelles communes. Et – je le soulignerai encore une fois – de la proximité linguistique. Au début du XVIIe siècle, l'un des hiérarques de l'Église uniate, Josef Rutski, annonçait à Rome que les habitants de la Moscovie qualifiaient de frères les Russes de la République des Deux Nations, que leur langue écrite était absolument la même et que la langue parlée, même si elle était différente, ne l'était que légèrement. Selon son expression, comme chez les habitants de Rome et de Bergame. C'est, comme nous le savons, le centre et le nord de l'Italie moderne.

Il est évident que pendant les nombreux siècles de fragmentation et de vie dans des États différents, les langues ont connu des particularités régionales, les parlers. La langue littéraire s'enrichissait grâce à la langue populaire. Un grand rôle y revient à Ivan Kotliarevsky, Grigori Skovoroda, Taras Chevtchenko. Leurs œuvres constituent notre patrimoine littéraire et culturel commun. Les poèmes de Taras Chevtchenko sont écrits principalement en ukrainien, mais sa prose l'est essentiellement en russe. Les livres de Nikolaï Gogol, patriote de Russie, originaire de Poltava, sont écrits en russe et regorgent d'expressions populaires et motifs folkloriques « malorusses ». Comment peut-on partager cet héritage entre la Russie et l'Ukraine? Et pourquoi le faire?

Les terres du sud-ouest de l'Empire russe, la Petite Russie et la Nouvelle Russie, ainsi que la Crimée se sont développées comme des régions multiformes de par leur composition ethnique et religieuse. Il y avait les Tatars de Crimée, les Arméniens, les Grecs, les Juifs, les Karaïtes, les Krymitchaks, les Bulgares, les Polonais, les Serbes, les Allemands et d'autres peuples. Ils gardaient tous leur religion, leurs traditions, us et coutumes.

Je n'ai pas l'intention d'idéaliser quoi que ce soit. Il y eut la Circulaire de Valouïev de 1863 et l'Oukase d'Ems de 1876 qui limitaient l'édition et l'importation de la littérature religieuse et sociopolitique en langue ukrainienne. Mais le contexte historique est très important. Ces décisions furent prises sur fond d'événements dramatiques en Pologne, du désir des dirigeants du mouvement national polonais d'utiliser la «question ukrainienne» dans leur intérêt. J'ajouterai que les œuvres littéraires, les recueils de poèmes ukrainiens et de chansons folkloriques ont continué à être édités. Des faits objectifs prouvent que l'Empire russe voyait se développer un processus actif d'épanouissement de l'identité culturelle «malorusse» dans le cadre de la grande nation russe qui réunissait la Grande Russie, la Petite Russie et la Russie Blanche.

Parallèlement, des idées sur un peuple ukrainien séparé du peuple russe émergeaient et se renforçaient au sein de l'élite polonaise et d'une partie de l'intelligentsia de la Petite Russie. Et comme il n'y avait et il ne pouvait y avoir de base historique pour ce phénomène, les conclusions se basaient sur toute sorte d'inventions. Allant jusqu'à affirmer que les Ukrainiens ne sont pas du tout Slaves, ou, au contraire, que les Ukrainiens sont les vrais Slaves et que les «Moscovites» ne le sont pas. De telles «hypothèses» ont commencé à servir de plus en plus souvent à des fins politiques en qualité d'outil de rivalité entre les pays européens.

Depuis la fin du XIXe siècle, les autorités austro-hongroises ont repris le sujet – en contrepoids tant au mouvement national polonais qu'aux sentiments russophiles en Galicie. Pendant la Première Guerre mondiale, Vienne a contribué à la formation de ce qu'on appelle la Légion ukrainienne des tirailleurs de la Sietch [centre politique des cosaques, ndlr]. Les habitants de la Galicie qui étaient soupçonnés de sympathie envers la religion orthodoxe et la Russie devenaient la cible d'une répression brutale et étaient jetés dans les camps de concentration de Thalerhof et Terezin.

Le développement ultérieur connut l'effondrement des empires européens, une guerre civile acharnée sur le vaste espace de l'ancien Empire russe et l'intervention étrangère.

Après la révolution de Février, en mars 1917, Kiev assista à la mise en place de la Rada Centrale revendiquant le rôle de l'autorité suprême. En novembre 1917, dans son Troisième Universal, elle proclama la création de la République nationale ukrainienne (UNR) au sein de la Russie.

En décembre 1917, les représentants de cette République arrivèrent à Brest-Litovsk où se déroulaient des négociations de la Russie soviétique avec l'Allemagne et ses alliés. À la réunion du 10 janvier 1918, le chef de la délégation ukrainienne donna lecture à une

note sur l'indépendance de l'Ukraine. Dans son Quatrième Universal, la Rada centrale proclama l'indépendance de l'Ukraine.

Cette souveraineté fut de courte durée. Quelques semaines plus tard, la délégation de la Rada signa un traité séparé avec les pays du bloc allemand. S'étant retrouvées dans une situation difficile, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avaient besoin des céréales et des matières premières ukrainiennes. Pour assurer des livraisons à grande échelle, elles obtinrent l'accord pour dépêcher leurs troupes et leur personnel technique dans l'UNR. Ce ne fut en effet qu'un prétexte pour l'occupation.

Ceux qui aujourd'hui ont mis l'Ukraine sous contrôle extérieur total devraient se rappeler qu'en 1918, cette décision s'avéra fatale pour le régime au pouvoir à Kiev. C'est avec la participation directe des troupes d'occupation que la Rada Centrale fut renversée au profit de l'hetman Pavlo Skoropadsky qui proclama, à la place de l'UNR, l'État ukrainien placé en fait sous protectorat allemand.

À l'automne 1918, les nationalistes ukrainiens proclamèrent la République populaire d'Ukraine occidentale et, en janvier 1919, annoncèrent leur union avec la République nationale ukrainienne. En juillet 1919, les unités ukrainiennes furent battues par les troupes polonaises et le territoire de l'ancienne République populaire d'Ukraine occidentale se retrouva sous la domination de la Pologne.

En avril 1920, Simon Petlioura (l'un des «héros» imposés à l'Ukraine moderne) signa, au nom du Directoire de l'UNR, des conventions secrètes selon lesquelles, en échange d'un soutien militaire, il céda à la Pologne les terres de Galicie et de Volynie occidentale. En mai 1920, ses hommes entrèrent à Kiev dans le convoi des unités polonaises. Mais pas pour longtemps. Dès novembre 1920, après l'armistice entre la Pologne et la Russie soviétique, les restes des troupes de Petlioura se rendirent à ces mêmes Polonais.

L'exemple de l'UNR montre l'instabilité de toute sorte de formations quasi-étatiques apparues sur l'espace de l'ancien Empire russe pendant la guerre civile et les remous. Les nationalistes cherchaient à créer leurs propres États, les leaders du Mouvement blanc plaidaient pour une Russie indivisible. De nombreuses républiques créées par les partisans des bolcheviks ne se voyaient pas en dehors de la Russie. Cependant, pour diverses raisons, les chefs du parti bolchevique les poussaient parfois de force en dehors de la Russie soviétique.

Ainsi, au début de 1918 fut proclamée la République soviétique de Donetsk-Krivoï-Rog qui s'adressa à Moscou pour lui demander d'entrer au sein de la Russie soviétique. Mais se heurta à un refus. Vladimir Lénine rencontra les dirigeants de cette République pour les convaincre d'agir au sein de l'Ukraine soviétique. Le 15 mars 1918, le Comité central du Parti communiste (bolchevik) de Russie décida de dépêcher des délégués au congrès ukrainien des Soviets, y compris des représentants du bassin de Donetsk, et de mettre en place à ce congrès «un gouvernement unique pour toute l'Ukraine». Ce sont les territoires de la République soviétique de Donetsk-Krivoï-Rog qui constituèrent à l'avenir la plus grande partie des régions du sud-est de l'Ukraine.

Selon le traité de Riga de 1921 entre la Russie soviétique, l'Ukraine soviétique et la Pologne, les régions occidentales de l'ancien Empire russe revinrent à la Pologne. Dans l'entre-deux-guerres, le gouvernement polonais lança une politique de migration active, cherchant à changer la composition ethnique des kresy orientaux, appellation donnée en Pologne aux territoires de l'actuelle Ukraine occidentale, Biélorussie occidentale et d'une partie de la Lituanie. Une sévère politique de « polonisation » fut pratiquée, la culture et les traditions locales furent réprimées. Par la suite, durant la Seconde Guerre mondiale, des groupes radicaux de nationalistes ukrainiens s'en servirent en qualité de prétexte pour pratiquer la terreur non seulement contre la population polonaise, mais aussi juive et russe.

En 1922, lors de la mise en place de l'URSS, dont l'une des fondatrices fut la République socialiste soviétique d'Ukraine, c'est à l'issue d'âpres débats entre les dirigeants bolcheviks que fut appliqué le plan de Lénine de la formation d'un État fédéré en tant qu'une fédération de républiques égales. Le droit des républiques à sortir librement de l'Union fut inscrit dans le texte de la Déclaration sur la création de l'URSS, puis dans la Constitution de l'URSS de 1924. Ainsi fut posée dans les fondations de notre souveraineté la plus dangereuse des « bombes à retardement ». Celle-ci a explosé dès la disparition du cran de sûreté, sous forme du rôle dirigeant du Parti communiste, ce dernier s'étant finalement disloqué de l'intérieur. Ce fut la « parade des souverainetés ». Le 8 décembre 1991 fut signé l'accord de Belovej sur la création de la Communauté des États indépendants qui proclama que « l'Union des républiques socialistes soviétiques, cessait d'exister en tant que sujet du droit international et réalité géopolitique ». Soit dit en passant, la Charte de la CEI, adoptée en 1993, n'a pas été signée ni ratifiée par l'Ukraine.

Dans les années 1920 et 1930, les bolcheviks développaient activement la politique de « l'indigénisation » qui, dans la RSS d'Ukraine était menée comme l'ukrainisation. Fait symbolique: dans le cadre de cette politique et avec l'aval des autorités soviétiques, Mikhaïl Grouchevski, ancien président de la Rada centrale et l'un des promoteurs du nationalisme ukrainien qui avait profité du soutien de l'Autriche-Hongrie, rentra en URSS et fut élu membre de l'Académie des sciences.

« L'indigénisation » a sans aucun doute joué un grand rôle dans le développement et le renforcement de la culture, de la langue et de l'identité ukrainiennes. Cependant, sous couvert de lutte contre le soi-disant chauvinisme grand-russe, l'ukrainisation était souvent imposée à ceux qui ne se considéraient pas comme Ukrainiens. C'est la politique nationale soviétique qui a pérennisé au niveau de l'État trois peuples slaves distincts (russe, ukrainien et biélorusse) au lieu d'une grande nation russe, un peuple trinitaire composé de Grands Russes, de Petits Russes et de Biélorusses.

En 1939, les territoires précédemment saisis par la Pologne ont été restitués à l'URSS. Une partie importante de ceux-ci a été rattachée à l'Ukraine soviétique. En 1940, une partie de la Bessarabie, occupée par la Roumanie en 1918, et la Bucovine du Nord, sont entrées dans la République socialiste soviétique d'Ukraine. En 1948, l'Île de Zmeiny de la

mer Noire les a suivi. En 1954, la région de Crimée de la RSFS de Russie a été transférée à la RSS d'Ukraine, en violation flagrante des normes juridiques en vigueur à l'époque.

Je tiens à mentionner le sort de la Russie subcarpatique, qui, après la fin de l'Autriche-Hongrie, s'est retrouvée en Tchécoslovaquie. Les Ruthènes constituaient une partie importante des habitants locaux. On se souvient peu de cela maintenant, mais après la libération de la Transcarpatie par les troupes soviétiques, le congrès de la population orthodoxe de la région a appelé à l'inclusion de la Russie subcarpatique dans la RSFS de Russie ou directement dans l'URSS, en tant que République des Carpates distincte. Mais cette opinion du peuple a été ignorée. Et à l'été 1945, comme l'a écrit le journal «Pravda», la réunification historique de l'Ukraine transcarpatique «avec sa patrie de longue date, l'Ukraine», a été annoncée.

Ainsi, l'Ukraine moderne est entièrement le fruit de l'ère soviétique. Nous savons et nous nous rappelons qu'elle a été créée dans une large mesure aux dépens de la Russie historique. Il suffit de comparer les terres qui ont été rattachées à l'État russe au XVIIe siècle aux territoires avec lesquels la RSS d'Ukraine a quitté l'Union soviétique.

Les bolcheviks considéraient le peuple russe comme un matériau inépuisable pour des expérimentations sociales. Ils rêvaient d'une révolution mondiale qui, à leur avis, abolirait complètement les États-nations. Par conséquent, ils ont arbitrairement formé les frontières et ont distribués de généreux «cadeaux» territoriaux. En fin de compte, ce qui a guidé précisément les dirigeants bolcheviks lorsqu'ils découpaient le pays n'a plus d'importance. Vous pouvez discuter des détails, du contexte et de la logique de certaines décisions. Une chose est claire: la Russie a en fait été dépouillée.

En travaillant sur cet article, je me suis basé non sur des archives secrètes, mais sur des documents ouverts qui contiennent des faits bien connus. Les dirigeants de l'Ukraine moderne et leurs mécènes extérieurs préfèrent ne pas se souvenir de ces faits. Mais pour diverses raisons, au bon moment comme au mauvais, y compris à l'étranger, il est aujourd'hui d'usage de condamner les «crimes du régime soviétique», en leur attribuant même les événements avec lesquels ni le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), ni l'URSS, ni même la Russie plus moderne n'ont quelque chose à voir. Cependant, les actions des bolcheviks visant à séparer la Russie de ses territoires historiques ne sont pas considérées comme un acte criminel. La raison en est claire. Comme cela a conduit à l'affaiblissement de la Russie, cela convient à nos adversaires.

En URSS, les frontières entre les républiques, bien sûr, n'étaient pas perçues comme des frontières d'État, étaient conditionnelles dans le cadre d'un seul pays, qui, avec tous les attributs d'une fédération, était essentiellement très centralisé, en raison, je le répète, du rôle dirigeant du Parti communiste. Mais en 1991, tous ces territoires, et surtout les gens qui y vivaient, se sont soudain retrouvés à l'étranger, coupés de leur Patrie historique.

Que dire? Tout change. Y compris les pays, les sociétés. Et bien sûr, une partie d'un peuple au cours de son développement, pour un certain nombre de raisons, de circonstances historiques, peut à un certain moment se ressentir, se reconnaître comme

une nation séparée. Comment se comporter avec? Il ne peut y avoir qu'une seule réponse: avec respect!

Voulez-vous créer votre propre État? Je vous en prie! Mais à quelles conditions? Permettez-moi de vous rappeler ici un commentaire donné par l'une des personnalités politiques les plus remarquables de la nouvelle Russie, le premier maire de Saint-Pétersbourg, Anatoli Sobtchak. En tant que juriste hautement professionnel, il estimait que toute décision devait être légitime, et c'est pourquoi, en 1992, il a exprimé l'opinion suivante: les républiques fondatrices de l'Union devraient obtenir les frontières avec lesquelles elles ont formé l'Union après l'annulation du traité de 1922. Tout le reste des acquisitions territoriales fait l'objet de discussions, de négociations, car la base a été annulée.

En d'autres termes, repartez avec ce que vous aviez au départ. Il est difficile d'argumenter avec cette logique. Je tiens à ajouter seulement que les bolcheviks, comme je l'ai déjà noté, ont commencé à redessiner arbitrairement les frontières avant même la création de l'Union, et toutes les manipulations avec les territoires ont été effectuées de façon volontariste, ignorant l'opinion des gens.

La Russie a reconnu les nouvelles réalités géopolitiques. Elle n'a pas seulement reconnu l'Ukraine, mais a beaucoup fait pour que ce pays devienne vraiment indépendant. Dans les difficiles années 1990 et au début du nouveau millénaire, nous avons apporté un soutien important à l'Ukraine. Kiev utilise sa propre «arithmétique politique», mais en 1991-2013, l'Ukraine a économisé plus de 82 milliards de dollars sur son budget tirant profit rien que des faibles prix du gaz. Aujourd'hui, elle «s'accroche» littéralement à 1,5 milliard de paiements russes pour le transit de notre gaz vers l'Europe. Alors qu'avec la préservation des liens économiques entre nos pays, l'effet positif s'élèverait à des dizaines de milliards de dollars.

L'Ukraine et la Russie ont évolué comme un seul système économique depuis des décennies, des siècles. La profondeur de la coopération que nous avons il y a 30 ans pourrait aujourd'hui faire l'envie des pays de l'UE. Nous sommes des partenaires économiques naturels et complémentaires. Une relation aussi étroite est capable de renforcer les avantages concurrentiels et d'accroître le potentiel des deux pays.

Celui de l'Ukraine fut important à l'époque et comportait une infrastructure puissante, un système de transport du gaz, des industries avancées de la construction navale, aéronautique, astronautique et d'équipement varié, des écoles scientifiques, de conception et d'ingénierie de classe mondiale. Ayant reçu un tel héritage, les dirigeants de l'Ukraine, proclamant leur indépendance, ont promis que l'économie ukrainienne deviendrait l'une des principales et le niveau de vie de la population serait l'un des plus élevés d'Europe.

Aujourd'hui, les géants industriels de pointe, dont l'Ukraine était autrefois fière, sont mis sur la touche. Au cours des 10 dernières années, la production de produits d'ingénierie a chuté de 42%. L'ampleur de la désindustrialisation et, en général, la dégradation de l'économie peuvent être constatées d'après un indicateur tel que la production

d'électricité, qui a diminué de presque de moitié en 30 ans en Ukraine. Enfin, en 2019, avant même la pandémie de coronavirus, le niveau du PIB par habitant en Ukraine était inférieur à 4.000 dollars, selon le FMI. C'est en-dessous de la République d'Albanie, de la République de Moldavie et du Kosovo, non reconnu. L'Ukraine est aujourd'hui le pays le plus pauvre d'Europe.

À qui la faute? Au peuple ukrainien? Bien sûr que non. Ce sont les autorités ukrainiennes qui ont dilapidé les acquis de plusieurs générations. Nous savons à quel point le peuple ukrainien est laborieux et talentueux. Il sait comment obtenir des succès et des résultats exceptionnels avec persévérance et obstination. Et ces qualités, comme l'ouverture, l'optimisme inné, l'hospitalité, n'ont pas disparu. Les sentiments de millions de personnes qui traitent la Russie non seulement de bonne manière, mais aussi avec beaucoup d'amour, tout comme nous le faisons avec l'Ukraine, restent les mêmes.

Jusqu'en 2014, des centaines d'accords et de projets communs avaient permis de développer nos économies, nos liens commerciaux et culturels, de renforcer la sécurité et de relever des défis sociaux et environnementaux communs. Ils avaient apporté des avantages tangibles aux peuples, à la fois en Russie et en Ukraine. C'est ce que nous considérons comme l'essentiel. Et c'est pourquoi nous avons eu des échanges fructueux avec tout le monde, je le souligne, avec tous les dirigeants ukrainiens.

Même après les événements bien connus de Kiev en 2014, j'ai chargé le gouvernement russe de réfléchir aux options de contact à travers les ministères et départements concernés pour préserver et soutenir nos liens économiques. Il n'y avait pas de désir inverse, et il n'y en a toujours pas. La Russie fait partie des trois principaux partenaires commerciaux de l'Ukraine, et des centaines de milliers d'Ukrainiens viennent travailler chez nous et sont accueillis ici avec cordialité et soutien. C'est ainsi que se révèle le «pays agresseur».

Après la chute de l'URSS, nombreux étaient ceux en Russie et en Ukraine qui croyaient encore sincèrement que nos liens culturels, spirituels et économiques étroits demeureraient certainement, de même que la communauté du peuple, qui s'est toujours sentie unie dans sa fondation. Cependant, la situation évoluait dans une autre direction, d'abord progressivement, puis de plus en plus vite.

Les élites ukrainiennes ont décidé de justifier l'indépendance de leur pays en niant son passé, à l'exception toutefois de la question des frontières. Ils ont commencé à mythifier et à réécrire l'Histoire, à effacer tout ce qui nous unit, à décrire en tant qu'occupation la période que l'Ukraine a passé dans l'Empire russe et dans l'URSS. La tragédie commune de la collectivisation, de la famine du début des années 1930, est présentée comme un génocide du peuple ukrainien.

Les radicaux et les néo-nazis ont fait part de leurs ambitions ouvertement et de plus en plus insolentement. Ils ont été amadoués à la fois par les autorités officielles et les oligarques locaux. Après avoir dépouillé le peuple ukrainien, ces derniers gardent les

biens volés dans des banques occidentales et vendraient leur mères afin de préserver leur capital. S'y ajoute la faiblesse chronique des institutions étatiques, la position d'otage volontaire de la géopolitique d'autrui.

Je tiens à vous rappeler qu'il y a assez longtemps, bien avant 2014, les États-Unis et les pays de l'UE ont poussé l'Ukraine, systématiquement et avec persévérance, à réduire et à limiter sa coopération économique avec la Russie. En tant que plus important partenaire commercial et économique de l'Ukraine, nous avons proposé de discuter des problèmes émergents en format Ukraine-Russie-UE. Mais à chaque fois, nous avons entendu que la Russie n'avait rien à voir là-dedans, que la question ne concernait que l'UE et l'Ukraine. De facto, les pays occidentaux ont rejeté les propositions russes de dialogue maintes fois exprimées.

Pas à pas, l'Ukraine a été entraînée dans un jeu géopolitique dangereux, dont le but était d'en faire une barrière entre l'Europe et la Russie, une tête de pont tournée contre la Russie. Inévitablement, le moment est venu où le concept de «l'Ukraine n'est pas la Russie» n'était pas suffisant. Il a fallu «l'anti-Russie», ce que nous n'accepterons jamais.

Les instigateurs de ce projet se sont inspirés d'anciennes théories sur la création de la «Rus anti-Moscou», inventées par des idéologues polonais et autrichiens. Et il ne faut mentir à personne comme quoi cela se fait dans l'intérêt du peuple ukrainien. La République des Deux Nations n'a jamais eu besoin de la culture ukrainienne, encore moins de l'autonomie cosaque. En Autriche-Hongrie, les terres historiques russes ont été impitoyablement exploitées et sont restées les plus pauvres. Les nazis, servis par des collaborateurs originaires de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne, n'avaient pas besoin d'Ukraine, mais d'espaces de vie et d'esclaves pour les maîtres aryens.

Les intérêts du peuple ukrainien n'ont pas non plus été pris en compte en février 2014. Le juste mécontentement du peuple causé par les problèmes socio-économiques les plus graves, les erreurs, les actions incohérentes des autorités de l'époque était simplement utilisé avec cynisme. Les pays occidentaux sont intervenus directement dans les affaires intérieures de l'Ukraine, ont soutenu le coup d'État pour lequel les groupes nationalistes radicaux ont servi de force de frappe. Leurs slogans, leur idéologie, leur russophobie ouverte et agressive ont commencé dans une large mesure à déterminer la politique de l'État en Ukraine.

Tout ce qui nous unissait et nous rapproche jusqu'à présent s'est retrouvé en péril. Tout d'abord, la langue russe. Je tiens à vous rappeler que les nouvelles autorités «maïdaniennes» ont d'abord tenté d'abolir la loi sur la politique linguistique de l'État. Ensuite, il y a eu la loi sur le «nettoyage du pouvoir», la loi sur l'éducation, qui a pratiquement effacé la langue russe du processus éducatif.

Et enfin, en mai de cette année, l'actuel Président a soumis à la Rada un projet de loi sur les «peuples autochtones». Seuls ceux qui constituent une minorité ethnique et n'ont pas leur propre enseignement public en dehors de l'Ukraine sont reconnus. La loi a été votée.

De nouvelles graines de discorde sont semées. Et cela se produit dans un pays très complexe, comme je l'ai déjà noté, en termes de composition territoriale, nationale, linguistique, concernant l'histoire de sa formation.

Un argument à faire valoir: puisque vous parlez d'une seule grande nation, d'un peuple trinitaire, alors quelle différence y a-t-il sur la manière dont les gens se considèrent, comme des Russes, Ukrainiens ou Biélorusses? Je suis complètement d'accord avec cela. De plus, la détermination de la nationalité, notamment dans les familles mixtes, est le droit de toute personne, libre de son choix.

Mais le fait est qu'aujourd'hui en Ukraine, la situation est complètement différente puisqu'il s'agit d'un changement forcé d'identité. Et le plus répugnant, c'est que les Russes en Ukraine sont contraints non seulement de renoncer à leurs racines, aux générations ancestrales, mais aussi à croire que la Russie serait leur ennemi. Il ne serait pas exagéré de dire que cette course à une assimilation violente, vers la formation d'un État ukrainien ethniquement pur, agressif envers la Russie, est comparable dans ses conséquences à l'utilisation d'armes de destruction massive contre nous. En raison d'une rupture aussi brutale et artificielle entre les Russes et les Ukrainiens, le nombre total de Russes pourrait diminuer de centaines de milliers, voire de millions.

Ils ont également touché notre unité spirituelle. Comme à l'époque du Grand-Duché de Lituanie, ils ont commencé une nouvelle séparation des Églises. Ne cachant pas qu'elles poursuivaient des objectifs politiques, les autorités laïques sont intervenues brutalement dans la vie de l'Église et ont amené à la scission, à la saisie d'églises et au passage à tabac de prêtres et de moines. Même la large autonomie de l'Église orthodoxe ukrainienne, qui conserve une unité spirituelle avec le Patriarcat de Moscou, ne leur convient absolument pas. Ils doivent détruire à tout prix ce symbole visible et séculaire de notre parenté.

Je pense qu'il est également naturel que les représentants de l'Ukraine votent encore et encore contre la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant la glorification du nazisme. Sous la protection des autorités officielles, les défilés aux flambeaux sont organisés en l'honneur des criminels de guerre de la SS qui n'ont pas été anéantis. Mazepa, qui a trahi tout le monde, Petlioura, qui a payé le mécénat polonais avec les terres ukrainiennes, Bandera, qui a collaboré avec les nazis, sont mis au rang de héros nationaux. Les autorités ukrainiennes font tout pour effacer de la mémoire des jeunes générations les noms des vrais patriotes et vainqueurs, dont l'Ukraine a toujours été fière.

Pour les Ukrainiens qui ont combattu dans les rangs de l'Armée rouge, dans des détachements de partisans, la Grande Guerre Patriotique était précisément patriotique, car ils défendaient leur foyer, leur grande patrie commune. Plus de 2.000 sont devenus des héros de l'Union soviétique. Parmi eux se trouvent Ivan Kojedoub, pilote légendaire, Lioudmila Pavlitchenko, tireuse d'élite intrépide, ainsi que le défenseur d'Odessa et de Sébastopol Sidor Kovpak, brave commandant partisan. Cette génération inflexible s'est battue, a donné sa vie pour notre avenir, pour nous. Oublier leur exploit, c'est trahir nos grands-pères, mères et pères.

Le projet «anti-Russie» a été rejeté par des millions d'Ukrainiens. Les habitants de Crimée et de Sébastopol ont fait un choix historique, alors que le peuple du Sud-Est essayait de défendre sa position pacifiquement. Mais ils étaient tous catégorisés comme séparatistes et terroristes, y compris les enfants. Les autorités ont lancé les menaces de nettoyage ethnique et de recours à la force militaire. Et les habitants de Donetsk et de Louhansk ont pris les armes pour protéger leurs maisons, leur langue et leurs vies. Avaient-ils d'autre choix, après les pogroms que les villes d'Ukraine ont connu, après l'horreur et la tragédie du 2 mai 2014 à Odessa, où des néonazis ukrainiens ont brûlé vifs des gens, faisant un nouveau Khatyn? Les adeptes de Bandera étaient prêts à commettre le même massacre en Crimée, à Sébastopol, à Donetsk et à Louhansk. Ils n'abandonnent toujours pas de tels plans. Ils attendent dans les coulisses. Mais cela n'arrivera jamais.

Le coup d'État et les actions ultérieures des autorités de Kiev ont inévitablement provoqué des affrontements et une guerre civile. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme, le nombre total de victimes associées au conflit dans le Donbass a dépassé les 13.000. Parmi elles se trouvent des personnes âgées, des enfants. Des pertes terribles et irréparables.

La Russie a tout fait pour arrêter le fratricide. Les accords de Minsk ont été conclus, lesquels visent à un règlement pacifique du conflit du Donbass. Je suis convaincu qu'ils n'ont toujours pas d'alternative. En tout cas, personne n'a retiré sa signature ni des mesures de Minsk ni des déclarations correspondantes des dirigeants des pays du format Normandie. Personne n'a initié la révision de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU du 17 février 2015.

Au cours des négociations officielles, notamment après le coup de semonce des partenaires occidentaux, les représentants de l'Ukraine réaffirment périodiquement leur «engagement total» aux accords de Minsk, alors qu'en fait ils sont guidés par un principe d'«inacceptabilité». Ils n'ont pas l'intention de discuter sérieusement ni du statut particulier du Donbass, ni des garanties pour sa population. Ils préfèrent exploiter l'image d'une «victime d'agression extérieure» et marchander de la russophobie. Ils organisent des provocations sanglantes dans le Donbass. En un mot, ils attirent par tous les moyens l'attention des mécènes et des protecteurs extérieurs.

Apparemment, et j'en suis convaincu de plus en plus, Kiev n'a tout simplement pas besoin du Donbass. Pourquoi? Car, premièrement, les habitants de ces régions n'accepteront jamais les ordres qu'on a tenté et tente de leur imposer par la force, le blocus, les menaces. Et deuxièmement, les résultats de Minsk I et de Minsk II, qui donnent une réelle chance de restaurer pacifiquement l'intégrité territoriale de l'Ukraine, en négociant directement avec la RPD et la RPL par le biais de la médiation de la Russie, de l'Allemagne et de la France, vont à l'encontre de toute la logique du projet anti-russe. Et il ne peut tenir debout que par le biais de la culture constante de l'image d'un ennemi intérieur et extérieur. Et j'ajouterai, sous le protectorat, sous le contrôle des puissances occidentales.

C'est ce qui se passe en pratique. Tout d'abord, il s'agit de la création d'un climat de peur dans la société ukrainienne, de rhétorique agressive, d'indulgence envers les néonazis et la militarisation du pays. Parallèlement, non seulement une dépendance totale, mais un contrôle externe direct, y compris concernant la supervision de conseillers étrangers sur les autorités ukrainiennes, les services secrets et les forces armées, le «développement» militaire du territoire ukrainien, le déploiement des infrastructures de l'Otan. Ce n'est pas un hasard si la loi scandaleuse susmentionnée sur les «peuples autochtones» a été adoptée sous le couvert d'exercices de l'Otan à grande échelle en Ukraine.

L'absorption des vestiges de l'économie ukrainienne et l'exploitation de ses ressources naturelles se déroulent sous le même couvert. La vente de terres agricoles approche à grands pas, et il est évident qui les achètera. Oui, de temps en temps, l'Ukraine se voit allouer des ressources financières, des prêts, mais selon les conditions et l'intérêt d'autrui, selon des préférences et des avantages pour les entreprises occidentales. Au fait, qui remboursera ces dettes? Apparemment, on suppose que cela devra être fait non seulement par la génération actuelle d'Ukrainiens, mais aussi par leurs enfants, petits-enfants et, probablement, arrière-petits-enfants.

Les auteurs occidentaux du projet «anti-russe» ont mis en place le système politique ukrainien de telle sorte que les Présidents, les députés, les ministres changent, mais qu'il y ait une orientation constante vers la séparation avec la Russie, vers l'inimitié avec elle. L'établissement de la paix était le principal slogan préélectoral du Président sortant. Cela l'a conduit au pouvoir. Ses promesses se sont avérées être des mensonges. Rien n'a changé. Et à certains égards, la situation en Ukraine et autour du Donbass s'est également dégradée.

Il n'y a pas de place pour une Ukraine souveraine dans le projet «anti-russe», ainsi que pour les forces politiques qui tentent de défendre sa réelle indépendance. Ceux qui parlent de réconciliation dans la société ukrainienne, de dialogue, de sortie de l'impasse sont étiquetés comme des agents «pro-russes».

Je le répète, le projet «anti-Russie» est tout simplement inacceptable pour beaucoup en Ukraine. Et il y a des millions de ces personnes. Mais elles sont privées du droit de relever la tête. Elles n'ont pratiquement plus de possibilité légale de défendre leur point de vue. Elles sont intimidées, contraintes à passer dans la clandestinité. Pour leurs convictions, pour leurs paroles, pour l'expression ouverte de leur position, elles sont non seulement persécutées, mais aussi tuées. Les meurtriers ont tendance à rester impunis.

Seul celui qui haït la Russie est désormais déclaré «bon» patriote de l'Ukraine. De plus, autant que nous le comprenons, il est proposé de former à l'avenir l'État ukrainien uniquement sur la base de cette idée. La haine et la colère, et l'Histoire du monde l'a prouvé plus d'une fois, sont une base très fragile pour la souveraineté, lourde de nombreux risques et conséquences graves.

Toutes les astuces associées au projet «anti-Russie» sont claires pour nous. Et nous ne permettrons jamais que nos territoires historiques et les personnes y vivant, qui nous sont proches, soient utilisées contre la Russie. Et à ceux qui feront une telle tentative, je tiens

à dire qu'ils détruiront ainsi leur pays.

Les autorités ukrainiennes actuelles aiment se référer à l'expérience occidentale, elles y voient un modèle. Regardez donc comment l'Autriche et l'Allemagne, les États-Unis et le Canada vivent côte à côte. Proches dans la composition ethnique, la culture, avec une seule langue, ils restent des États souverains, avec leurs propres intérêts, avec leur propre politique étrangère. Mais cela n'interfère pas avec leur intégration la plus étroite ou leurs relations alliées. Ils ont des frontières très conditionnelles et transparentes. Et les citoyens, les franchissant, se sentent comme chez eux. Ils créent des familles, étudient, travaillent, font des affaires. Soit dit en passant, tout comme les millions de natifs d'Ukraine qui vivent maintenant en Russie. Pour nous, ce sont les nôtres, des proches.

La Russie est ouverte au dialogue avec l'Ukraine et est prête à discuter les questions les plus difficiles. Mais il est important pour nous de savoir que notre partenaire défend ses propres intérêts nationaux, et non pas ceux des autres, qu'il n'est pas utilisé par qui que ce soit pour nous combattre.

Nous respectons la langue et les traditions ukrainiennes, le désir des Ukrainiens de voir leur État libre, sûr et prospère.

Je suis convaincu que c'est en partenariat avec la Russie que la véritable souveraineté de l'Ukraine est possible. Nos liens spirituels, humains, civilisationnels se sont tissés depuis des siècles, remontent aux mêmes sources, se sont endurcis par les épreuves, les réalisations et victoires communes. Notre parenté se transmet de génération en génération. Elle est dans les cœurs, dans la mémoire des personnes vivant dans la Russie et l'Ukraine modernes, dans les liens du sang qui unissent des millions de nos familles. Ensemble, nous avons toujours été et serons bien plus forts et performants. Car nous formons un seul peuple.

Aujourd'hui, ces mots sont perçus avec hostilité par certains. Ils peuvent être mal interprétés. Mais nombreux sont ceux qui m'entendront. Je dirai une chose: la Russie n'a jamais été et ne sera jamais l'«anti-Ukraine». Et que l'Ukraine devrait-t-elle être? C'est à ses citoyens de le décider.

Vladimir Poutine

Chers amis,

Ne souhaitant pas être une presse aux ordres, nous ne recevons aucune subvention de l'État. Nous avons donc besoin de votre soutien pour continuer notre mission. Les contributions financières de chaque lecteur, même les plus modestes, nous sont très précieuses.

Soutenez *La Lettre Patriote* à partir de 5 euros par mois - ça ne prend qu'une minute **EN CLIQUANT ICI**. Merci.

Je soutiens *La Lettre Patriote* →

Veillez vous connecter pour commenter

Commentaires en ligne

Afficher tous les commentaires